

Laurent COLLET
Section de CHATENAY MALABRY (92)
Fédération des Hauts de Seine (92)

JE NE SUIS PAS FAVORABLE A LA DESIGNATION « IRREVERSIBLE » D'UN CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE EN MAI 2021 POUR UNE ELECTION QUI SE DEROULERA EN AVRIL 2022

J'ai pris connaissance des arguments avancés pour défendre la nécessité d'une désignation par le Parti Communiste d'un candidat à l'élection présidentielle, dès mai 2021.

Pour des questions de clarté, je vais donner mon avis en répondant à 3 questions que Pierre LAURENT suggérait en introduction à cette tribune de discussion dans la lettre du Conseil National du 1^{er} mars 2021.

1 « Les conditions existent-elles pour présenter cette fois une candidature communiste comme l'a envisagé notre dernier congrès ? »

Ma réponse est non.

Ces conditions n'existent pas pour l'instant et d'ailleurs la plupart de ceux qui soutiennent pourtant cette option n'expliquent pas en quoi ces conditions existeraient.

« L'enfer c'est les autres » :

On nous présentes des conditions qui sont en fait « négatives » et résultent des choix ou erreurs des autres.

Il est souvent indiqué que « comme les autres présentent aussi des candidats, nous ne sommes pas responsables de la division et nous devons aussi en présenter un pour ne pas perdre l'occasion d'exprimer nos idées ».

En l'état, un seul a vraiment déclaré sa candidature à gauche.

Cet argument s'inspire de la difficulté (réelle) de construire un rassemblement avec d'autres forces politiques, alors même que je n'ai pas vu récemment d'actes de notre direction nationale pour essayer de construire une dynamique de rassemblement.

Le fait de lister les comportements défaillants de dirigeants de la France Insoumise ou du principal d'entre eux, ne suffit pas à créer les conditions du travail en commun et d'une candidature, surtout si on ne propose pas des solutions pour sortir de l'ornière, quitte d'ailleurs à ce qu'elles soient refusées.

Il conviendrait de ne pas oublier la ferveur populaire qui avait caractérisé la campagne MELENCHON en 2017, même si la suite est empreinte de déceptions légitimes.

Je me souviens des efforts tardifs de la direction du Parti pour tenter de recréer une esquisse de dynamique avant les élections législatives de 2017, avec une alliance populaire, en vain.

Le jeu de massacre électoral qui s'en est suivi m'a conforté dans l'idée qu'on devait trouver le moyen de ne pas recommencer.

Je suis né et ait vécu à ARGENTEUIL (95), j'ai étudié à NANTERRE (92), je travaille dans les Yvelines (78) et je vais souvent en vacances en Corrèze (19).

Dans ces 4 territoires, des candidats communistes et de la France insoumise se sont éliminés mutuellement au premier tour alors que le total de leurs voix les qualifiait pour le tour suivant : au deuxième tour c'est à chaque fois la droite ou les macronistes (termes devenus depuis synonymes) qui l'ont emporté.

Peut-on dire qu'un rassemblement est « impossible » quand on a pas vraiment essayé de le construire et quand ont soutient par avance qu'il sera forcément condamné à être fondé sur le « plus petit dénominateur commun » ?

Un autre argument consiste à dire qu'il est inutile de passer des alliances et d'arriver au pouvoir car cela engendrera des désillusions, comme en 1981-84 ou en 1997-2002 et qu'il vaut mieux laisser à d'autres le pouvoir, tout en défendant nos positions et en luttant.

Serait-il donc impossible de participer à un rassemblement sans renoncer à ses idées ? Je ne le crois pas mais cela exige effectivement de rompre avec des méthodes anciennes en refondant une pratique politique qui reconnaît la différence de point de vue et la complexité, à l'opposé d'une pensée simpliste.

C'est ce que nous faisons souvent lors dans les élections locales.

Lors du Front populaire, il me semble que les députés communistes ont même pratiqué le soutien sans participation.

La crise sanitaire bouscule le calendrier :

La procédure de désignation du candidat communiste pour une élection présidentielle devrait être l'occasion d'un dialogue et d'une construction avec les militants du mouvement social, au-delà du Parti Communiste, à ceux anciennement liés au Front de gauche ou aux actions de transformation sociale.

Disons le clairement, la crise sanitaire aggravée par l'incurie du gouvernement, bloque l'activité militante et plus largement sociale.

Nous avons des malades, les organisations de base du parti ne peuvent se réunir, a fortiori dans les zones les plus touchées et la visio-conférence quand elle est possible, est loin de remplacer le débat réel.

Deux sympathisants m'ont dit qu'ils souhaitaient un candidat communiste, d'autres avaient un avis plus nuancé.

Dans ce contexte, il conviendrait d'attendre que les choses se rétablissent un peu pour trancher sur des questions importantes.

L'idée « d'enfermer » les communistes dans la désignation d'un candidat « définitif » (pour ne pas dire « verrouillé ») dès le mois de mai 2021 serait en tout cas une erreur funeste, alors même que nos statuts garantissent qu'un candidat est toujours choisi par la majorité des adhérents et alors même que c'est le flou politique qui domine .

Le danger néo-fasciste en France :

Le péril est grand et beaucoup a déjà été dit sur cette question. Seul un travail au service des classes populaires conjurera le péril, avec ou sans élection présidentielle.

Je ne crois pas que cette menace milite en faveur de la division.

2 « Comment contourner la difficulté que nous pose l'élection présidentielle depuis plusieurs décennies, que l'on ait ou non fait le choix de présenter un candidat ? »

Ma réponse est simple : c'est quasiment impossible.

« Les institutions de la cinquième République réduisent très fortement les prérogatives des assemblées et, complétées par le référendum de 1962, donnent au pouvoir présidentiel un rôle dominant. Ce fait est accentué par l'utilisation de plus en plus efficace de nouveaux moyens d'information de masse, telle la télévision, à l'heure où les anciens, comme la presse, se restructurent au profit des puissances d'argent. »

« La personnalisation du pouvoir a comme objectif et effet fondamental de dépolitiser la France, s'appuyant en cela sur les impasses du régime précédent qui avait déjà amorcé le travail en faisant de l'assemblée un miroir de plus en plus déformé du corps électoral ».

Ces lignes sont tirées de la contribution de l'historien marxiste Michel MARGAIRAZ dans l'ouvrage « la France contemporaine », page 395 (éditions sociales 1982) : elles n'ont pas pris une ride et sont d'une singulière actualité : au regard encore de la campagne présidentielle 2017.

Dés lors, c'est en se préoccupant davantage qu'on ne le fait actuellement des élections législatives, qu'on pourra tenter de sortir du piège de la division.

3 « Et si nous faisons le choix d'une candidature communiste, quel sens donner à cette candidature ? »

L'humanité du jeudi 1^{er} avril 2021 publiait (page 8) un article ainsi rédigé :

« Sondage, la gauche reste à quai : selon un sondage IFOP paru mi-mars, s'ils partent chacun de leur côté, les candidats de gauche seraient loin derrière Marine LE PEN (28 %), Emmanuel MACRON (25%) et Xavier BERTRAND (14%), Jean Luc MELENCHON à 10%, Anne HIDALGO à 8 %, Yannick JADOT à 6%, . Fabien ROUSSEL est crédité de 2% »

A un an du scrutin, nous savons avec quelles précautions un tel sondage doit être accueilli.

Toutefois, les élections européennes de 2019 ont encore montré que les sondages sont parfois fiables, singulièrement quand ils annoncent un mauvais score du parti communiste, alors que la campagne menée est sérieuse.

Certes, nous savons qu'une campagne électorale permet de diffuser des idées.

De nombreux camarades pensent d'ailleurs que c'est un moyen de se renforcer et lutter contre l'effacement du parti.

Encore faut-il des militants pour la mener et créer une dynamique : il faudra surveiller le nombre des cotisants.

Je ne pense pas que l'effacement du parti communiste soit lié à sa non présence es-qualité en 2012 et 2017. Il y a d'autres causalités.

A l'exception notable de 1969, toutes les élections présidentielles sont décevantes ou mauvaises pour le PCF sous la cinquième république.

Il convient dès lors de ne pas foncer trop vite tête baissée dans l'arène sans avoir pris le temps de dialoguer davantage avec la société française et ses forces vives.

Laurent COLLET